

nement du Commonwealth aux réunions de Nassau et de Londres. Ainsi, nous avons interdit les liaisons aériennes, les nouveaux investissements, les importations de produits agricoles, les nouveaux prêts, la promotion du tourisme, les importations d'uranium, de charbon, de fer et d'acier et imposé des restrictions sur les visas. Nous avons également dénoncé un accord de longue date concernant la double imposition. Le premier ministre s'est rendu en Afrique australe pour témoigner de notre appui aux États de la ligne de front et pour annoncer des mesures concrètes d'aide.

Nous entendons continuer de jouer un rôle de premier plan en prenant nous-mêmes de nouvelles mesures, en cherchant à organiser une action concertée de plusieurs gouvernements et en persuadant nos amis et alliés de prendre des mesures contre l'apartheid.

Le premier ministre et moi-même avons consacré à la recherche de moyens pour lutter contre l'apartheid plus de temps qu'à toute autre question internationale. Les conversations qu'il a eues ce mois-ci en Afrique ont conforté M. Mulroney dans sa conviction que le Canada doit tout faire pour mettre fin à ce régime odieux. Le premier ministre, le ministre des Affaires extérieures et le gouvernement du Canada sont fermement résolus à réaliser cet objectif. Les États de la ligne de front le savent, tout comme les pays tels que l'Inde qui partagent notre point de vue sur cette question; notre position est également connue des dirigeants d'autres pays occidentaux, qui ont peut-être une perception différente des moyens qu'il faut prendre pour venir à bout de l'apartheid.

Nous avons pris d'entrée deux décisions stratégiques. En premier lieu, pour être à même d'exercer une influence réelle dans la lutte contre l'apartheid, nous avons établi clairement notre position de dernier recours: si tous nos efforts restent vains, nous rompons nos relations diplomatiques et économiques avec l'Afrique du Sud. Par ailleurs, nous avons décidé que le Canada serait en mesure de jouer un plus grand rôle dans la lutte contre l'apartheid en encourageant l'accroissement continu des pressions internationales plutôt qu'en mettant fin brutalement et de façon spectaculaire à ses relations avec l'Afrique du Sud. L'influence que nous exerçons dans la communauté internationale est plus importante que nos échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, et nous entendons user toujours davantage de cette influence tout en limitant graduellement ces échanges.